

À force de ne pas assumer le droit au logement, à force de ne pas se donner les moyens pour faire en sorte qu'il soit respecté, on en est arrivé à une réalité insupportable : 2000 enfants dorment dans les rues de nos villes.

L'Association DALO, aux côtés de toutes les associations compétentes, n'a de cesse de rappeler les droits inscrits dans notre Constitution et dans nos lois. Mais ce qui se passe va au-delà des lois : l'humanité la plus élémentaire devrait commander une action immédiate. L'humanité, elle s'exprime par la voix de ces parents d'élèves qui se mobilisent avec leurs enfants pour qu'un de leur camarade ne soit pas laissé à la rue et à l'errance, condamné à l'exclusion dès le début de sa vie. Elle s'exprime par la voix des associations qui, depuis des mois, demandent au Gouvernement de mettre en place une réponse d'hébergement digne. Mais pourquoi faut-il autant de temps pour prendre des décisions aussi évidentes, aussi simples, que de mettre à l'abri 2000 enfants et, pour ceux qui sont accompagnés, leurs parents ? Qu'une catastrophe naturelle survienne dans n'importe quel coin de France et les solutions d'hébergement de première urgence sont trouvées le soir même, les solutions plus dignes et plus durables dans les jours qui suivent. D'où vient que cela ne se passe pas ainsi pour les victimes de catastrophe sociale ?

Suite à l'interpellation du Collectif des Associations Unies, le Ministre du Logement s'est engagé à ce qu'il n'y ait plus aucun enfant à la rue cet hiver. L'hiver, c'est dans deux mois, c'est loin pour un enfant à la rue, mais c'est au moins un cap. Pour autant, sans mettre en doute la sincérité du Ministre, nous ne sommes pas rassurés sur sa capacité à tenir cet engagement alors que le budget 2023 contient une réduction de 14 000 places d'hébergement. Comment va-t-on, demain, avec moins de places d'hébergement, accueillir les enfants que l'on ne sait pas accueillir aujourd'hui ? À l'évidence, les décisions pour mettre fin au scandale des enfants à la rue ne sont pas encore prises.

Source:

– Communiqué du Collectif des Associations Unies